

VI Durée de la mission : 25-30 jours maximum :

VII Production des rapports :

Un rapport provisoire sera produit en quatre exemplaires et déposé au bureau de l'Archidiocèse de Niamey de la CADEV-Niger dans les vingt (20) jours suivant l'exécution de la mission ;

Un rapport final sera produit en quatre exemplaires et déposé au bureau de Secrétariat Exécutif de la CADEV-Niger, trois (03) jours après réception des observations de CADEV-Niger.

VIII . Etendue de la mission :

La mission sera réalisée au niveau des communes de Doutchi et Makalondi pour le diocèse de Niamey, Konni et Illéla pour le diocèse de Maradi

Le cabinet élaborera sa méthodologie de travail d'une manière participative en privilégiant une démarche pédagogique tout au long de la mission. En tout état de cause, la CADEV-Niger lui fournira toutes les informations et documents nécessaires à la réalisation des activités contenues dans le contrat qui sera signé entre les parties.

IX DATE LIMITE DE DEPOT : 5 juillet 2023

X LIEU DE DEPOT : Au bureau diocésain de Niamey/Maradi et au secrétariat exécutif national de la CADEV-Niger

Préparé par :

DADJO G. Julien F.

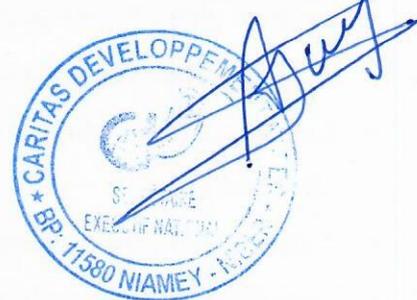
Coordonnateur National PASAN



Approuvé par :

ANATOVI Clément

Secrétaire Exécutif National



- g. Les stratégies habituellement utilisées par les populations pour faire face à l'insécurité alimentaire
- h. Le mode d'acquisition des terres
- i. Déterminer la frange de la population qui détient plus les terres
- j. Le mode de gestion de l'environnement (terres agricoles et cadre de vie)
- k. Les caractéristiques socio-économiques des ménages
- l. L'existence de caisse d'épargne et de crédit interne (CECI) ;
- m. La facilité d'accès des ménages au CECI
- n. Le taux de scolarisation des enfants en âge d'être scolarisés

III. Résultats attendus

- Les résultats attendus de cette étude de base sont :
- La politique publique en matière de sécurité alimentaire et la situation de la population en dessous du seuil de pauvreté est brièvement présentée en ses aspects saillants ;
- Une matrice des acteurs est disponible
- Les informations sur les aspects suivants : l'accès à la terre, à l'eau potable et aux intrants agricoles, la transformation et conservation des produits, l'utilisation des récoltes et capacité à gérer la période de soudures, les filières développées, la commercialisation des produits agricoles, les contraintes liées à la production sont disponibles ;
- Des données sur les autres thèmes transversaux, la différence entre hommes et femmes, personnes vivant avec un handicap, jeunes, statut de vulnérabilité) sont disponibles ;
- La Baseline pour l'évaluation des indicateurs listés dans le cadre de résultats est établie ;
- Les données fiables de ménages enquêtés sont disponibles ;
- Une base de données quantitatif et qualitatif et désagrégé par genre et par tranche d'âge, fiables de tous les villages d'intervention du PASANII est disponible.
- Une proposition de repositionnement des activités au besoin est disponible ;
- Les informations complètes sur les conditions et moyens d'existence actuels des ménages au sein des villages d'intervention sont connues ;
- Les moyens de communication (pistes, routes, téléphones, marchés...etc.)
- Le mode d'acquisition des terres est connu ;
- La couche sociale détentrice de la terre est ressortie
- Un répertoire des intervenants dans la zone est établi ;

I Justification

La Caritas Développement-Niger, a obtenu de la Caritas Norvège le financement d'un Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PASANII) pour une durée de 5 ans suite à l'exécution satisfaisante de PASANI. PASANII vient contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des communes de Dogondoutchi, Makalondi, Konni et Illéla à travers la protection durable des moyens de subsistance, la satisfaction des besoins fondamentaux et le renforcement des capacités à la gestion des risques et catastrophes. Cette contribution s'inscrit sur deux axes. (1) Protection durable des moyens d'existence pour une meilleure sécurité alimentaire qui consistera à contribuer au renforcement de productivité agricole de manière durable ; à appuyer les bénéficiaires pour une meilleure gestion environnementale au niveau local ; à créer les conditions pour la satisfaction durable des besoins fondamentaux des ménages. (2) Gestion des risques et catastrophes pour renforcer les capacités des bénéficiaires dans la réduction des risques de catastrophes au niveau local.

L'intervention de ce projet dans les communes de Dogondoutchi, Makalondi, Konni et Illéla, du point de vue socio-économique, se focalise sur les similarités. En effet, depuis plusieurs décennies, ces localités subissent à l'instar des autres régions du pays, le poids de plusieurs facteurs aussi bien structurels que conjoncturels (changement climatique, actions anthropique, utilisation de techniques de production inappropriées, non accès approprié aux facteurs de production.....) dont les conséquences sur les potentiels de production sont sans précédent créant ainsi la paupérisation des populations.

Depuis 2017, la campagne agricole s'est soldée par un déficit céréalier très important qui a eu pour conséquence une crise alimentaire sévère rendant ainsi les conditions de vie des populations très difficiles. On dénombreait 3 867 villages déficitaires à plus de 50% regroupant une population estimée à 4.600.914 habitats sur les 12 384 villages agricoles du pays (soit 31%). Cette situation de déficit progresse en dents de scie laissant les populations dans la précarité.

Sur le plan pastoral, la campagne s'est soldée par un bilan fourrager déficitaire de 10 941 003 Tonnes de Matière Sèche (TMS) correspondant aux besoins de 41% du cheptel résident.

Pour faire face à la situation, les autorités ainsi que plusieurs partenaires nationaux et internationaux essaient chacun selon sa capacité d'apporter son appui. Ainsi, d'importantes ressources sont investies pour inverser la tendance au Niger par l'Etat et ses partenaires dont l'organisation de la société civile. La CADEV Niger, comme par le passé, ne cesse d'apporter sa modeste contribution à la promotion humaine. Elle est connue sur le plan national par les ONG et les populations